

Lutte pour des changements politiques

D'Ester Wolf, responsable du droit à l'alimentation, Pain pour le prochain



La Vía Campesina – la vie paysanne – est un mouvement international de paysannes et de paysans.

© La Vía Campesina

Un changement de paradigme dans l'agriculture n'est possible que si les paysans s'organisent et sont en mesure de défendre leurs intérêts sur le plan politique. Une nouvelle forme d'agriculture doit s'accompagner de changements politiques, structurels et économiques.

«La FAO est arrivée avec son camion chargé de pesticides, d'engrais et de semences brevetées, qu'elle voulait nous distribuer», raconte Tranquilino Aplicano, membre d'un groupe de petits paysans de Concepción de María au sud du Honduras. Les paysans ont rejeté ce type d'aide. «Nous leur avons dit qu'il nous

serait plus utile de disposer de matériel pour les installations d'irrigation», souligne Aplicano. «Je souhaite produire des aliments sains et traiter la création de manière responsable.» Depuis quelques années, lui et ses alliés ont adopté l'agriculture agroécologique avec succès. Ils sont bien organisés et défendent leurs intérêts avec conviction. L'institution onusienne a répondu à leur souhait.

Soutien dans l'agriculture et la politique

ANAF AE soutient les familles paysannes de Concepción de María pour ce qui est des méthodes de production écologiques et dans leur

lutte pour protéger leurs ressources hydriques et leurs droits à la terre. « Il est important que les familles paysannes puissent prendre des décisions en connaissance de cause concernant leurs cultures et leur alimentation », estime Octavio Sánchez, coordonnateur d'ANAFAE. « Outre un soutien technique, les paysans nécessitent aussi un soutien sur le plan politique. »

L'accès à la terre n'est pas clairement régi dans la région de Concepción de María, et la plupart des familles utilisent la terre en vertu du droit coutumier. Mais il y a de l'or dans la région. Jusqu'à présent, seuls des creuseurs privés et des petites entreprises minières s'y sont installés. Mais cela pourrait changer rapidement. Lorsque les activités minières augmentent, les familles perdent leurs terres, et le fleuve encore propre risque d'être pollué. Le gouvernement est clairement du côté des grandes entreprises.

L'agroécologie et l'agriculture durable peuvent uniquement fonctionner si les droits des paysans sont protégés. En tant que regroupement de 36 organisations paysannes, groupes de producteurs, ONG et institutions de forma-

L'Association nationale pour la promotion de l'agriculture écologique (ANAFAE) est un partenaire de *Pain pour le prochain* actif au Honduras. L'Association est un réseau alliant des organisations de développement honduriennes, des ONG, des centres d'apprentissage et d'enseignement ainsi que des associations de producteurs. ANAFAE s'engage au niveau politique, forme les petits paysans aux méthodes agroécologiques, et les soutient dans la commercialisation de leurs produits.

Plus d'informations sur www.anafae.org.

La Synergie Paysanne (SYNPA) a été créée en juillet 2002, et compte aujourd'hui plus de 1300 membres dans près de 40 communes du Bénin. En juin 2012, SYNPA a été le projet lauréat de l'action « A Voice in Rio » menée par *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*. Salamatou Gazéré a représenté SYNPA lors du Sommet des peuples à Rio.

Plus d'informations sur www.synergiepaysanne.org.

tion, ANAFAE œuvre donc au niveau politique en faveur de la réforme agraire et de l'introduction de lois pertinentes.

Collaboration à la réforme foncière

Synergie Paysanne (SYNPA), une autre organisation partenaire de *Pain pour le prochain*, a également fait de bonnes expériences en matière de lobbying. Le syndicat paysan du Bénin, en Afrique de l'Ouest, veille à ce que les paysans locaux puissent mieux vivre de leur agriculture. Cela passe aussi par un engagement politique. « Grâce à la réussite de nos activités médiatiques, de lobbying et de sensibilisation, le gouvernement est bien obligé de nous écouter », estime Simon Bodea, le Secrétaire général de SYNPA. Le syndicat participe notamment activement à l'élaboration d'une nouvelle loi foncière. « L'achat massif de terres, soit l'accaparement des terres, pose un grand problème au Bénin et la nouvelle loi foncière doit servir les intérêts de nos paysans et non ceux des riches acquéreurs, spéculateurs et investisseurs étrangers. »

« L'accès des femmes à la terre doit tout particulièrement être protégé », précise Bodea. SYNPA compte devenir membre du mouve-

ment paysan international Via Campesina. Ce dernier œuvre en faveur de la souveraineté alimentaire et d'une agriculture agroécologique déterminée par la base. Simon Bodea est convaincu qu'il est important de créer des réseaux au niveau international afin d'exercer de l'influence sur le plan politique. Les premiers succès sont déjà recensés : Via Campesina, par exemple, a pu convaincre le Conseil des droits de l'homme de l'ONU d'élaborer une Déclaration sur la protection du droit des paysans.

Les femmes sont particulièrement concernées par la question de la propriété foncière. Alors qu'elles sont responsables de l'approvisionnement en alimentation, en eau et en énergie de par leur rôle social, elles ne sont pas vraiment en mesure de défendre leurs droits par manque de formation et de possibilités de participation politique. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* ont consacré le Repères 2/2011 à ce sujet.